

25/01/2023 – République par raison (RPR)
Bilan d'un demi-siècle (1972-2022)

Nous vivons la fin d'un régime, la *Cinquième République*, né de l'Algérie et du Général.
Nous vivons peut-être la fin d'un idéal, la *République*, lancé avec la Révolution et l'Empereur.
Et peut-être même la fin de la *Nation*, la France, éveillée à elle-même par la Pucelle.
La messe est-elle dite quant à la *République* et quant à la *Nation* ?

Cela commence par la **désindexation dollar-or d'août 1971**, neuf mois après la mort du Général.
Cette désindexation se fait alors en réaction au **ralentissement de la croissance mondiale**. C'est le début de l'impérialisme financier des États-Unis, par lequel ces derniers s'endettent sur le dos du monde entier pour maintenir leur frénésie productive.
En vingt ans, cet impérialisme abat l'Union soviétique tout en finançant le fanatisme islamique.
Dans le même temps, il transforme le projet européen en marché unique sous l'égide de la monnaie alors dominante, le *deutsche mark*, et transforme cette monnaie en l'*euro* après absorption d'autres monnaies, dont le *franc français*.

Alors que le Général n'a cessé de s'y opposer de son vivant, **l'admission en 1972 du Royaume-Uni dans l'ancêtre de l'actuelle Union européenne** vient conclure **l'enfermement du franc français dans le Serpent monétaire**.

En 1978, alors que l'Union soviétique s'enfonce dans un déclin irréversible, la Chine s'engage dans de profondes réformes, sept ans avant le lancement de la *Perestroïka* soviétique.
En 1979, le *Serpent monétaire* devient *Système monétaire* et lance l'*ECU*, un "panier" de monnaies appelé à en devenir une (ce sera l'*euro*) sous l'égide du *deutsche mark*.
En 1983, l'Allemagne, revenue à droite, soumet financièrement la France, de gauche depuis moins de deux ans, et organise l'impérialisme financier du *deutsche mark* sur l'*ECU* sous l'égide de celui du *dollar US* sur tout l'ordre monétaire international (depuis août 1971).
En 1989, alors que l'Union soviétique se décompose tout en se libéralisant, la Chine cesse toute réforme avec le massacre de la place *Tian'anmen*.
En 1992, l'Union soviétique vient de disparaître et la Chine reprend le train des seules réformes économiques, en pérennisant alors le tournant autoritaire pris trois ans plus tôt. Elle n'en dévient pas et effectuera une prodigieuse croissance économique.
En 2001, alors que la Russie s'élance à la poursuite de sa grandeur perdue, la Chine se fait admettre au sein du véritable "gendarme du monde", l'*Organisation mondiale du Commerce*. S'engage alors une guerre commerciale et numérique entre les États-Unis et la Chine, une nouvelle *guerre froide*, laquelle refonde alors la géopolitique et retentit ainsi jusqu'au moindre territoire du monde.

La **grande crise de 2008** déstabilise *définitivement* l'économie mondiale. Elle est la conséquence mécanique d'un **arrêt de la croissance mondiale**. L'économie devient ainsi un *jeu à somme nulle* : la croissance des uns ne tient plus qu'à la récession des autres, il n'y a plus qu'à s'entre-dévorer.
Cela justifie à la fois la **forfaiture parlementaire de février 2008**, par laquelle les deux grands partis français, *UMP+PS*, bafouent ensemble le refus populaire exprimé par *referendum* en 2005, et le **retour dans le commandement intégré de l'OTAN en 2009**, lequel replace la France sous domination militaire des États-Unis, alors que le Général a naguère réussi à l'en extraire (1966).

Face à l'endettement colossal qu'ils ont accumulé, les États-Unis choisissent la fuite en avant. Mais, à l'exact opposé de la défunte Union soviétique, débitrice des États-Unis dès *Stalingrad* (1942), la Chine en devient la principale créancière.
Leur duel s'impose à toute la géopolitique et, ainsi, à toutes les politiques nationales. Il vampirise les économies nationales par la *dette publique* et disperse les contestations populaires par la bien connue *"guerre de tous contre tous"*.

C'est ainsi qu'il faut envisager, par exemple, le *fanatisme islamique* : il n'est ni spirituel ni même politique, il est *commercial*. Il est le secteur le plus "explosif" du *marché de l'Identité*, dans lequel chacun est lourdement sommé de *renoncer* à sa *personnalité* pour se choisir une *identité collective*. La prolifération de telles *identités* nourrit la "*guerre de tous contre tous*" : musulmans *contre* judéo-chrétiens, "décolonisés" *contre* "ex-colons", animalistes *contre* chasseurs, "hétérosexuels" *contre* "homosexuels", vaccinés *contre* non-vaccinés, etc.

En fait, idées et croyances importent peu tant que toute relation sociale aboutit à "*eux contre nous*", tant que chacun est conduit à *renoncer* à sa *personnalité*, à sa *liberté* de penser *par soi-même*.

La *République* ne connaît que *deux identités* : la *citoyenneté* et la *personnalité*.

La première procède de la *Nation*, en l'absence *durable* de *citoyenneté mondiale* ou *continentale*.

Mais la seconde procède de la *Nature* : penser *par soi-même* est une aptitude *universelle*.

La *République* entend alors faire de la *Nation* une communauté *universaliste* et *fraternelle*.

Mais ce beau discours est *démenti* chaque jour depuis un demi-siècle par l'*État* lui-même.

C'est l'*État* qui sabote la *République* et la *Nation* depuis la mort du Général. La raison en est plus connue : l'*État* s'est peu à peu *soumis* au *Marché* en s'y *enchaînant* par la *dette publique*.

C'est la *carence* de l'*État* qui, depuis un demi-siècle, alimente en permanence les maux de la *Nation*.

Par *définition*, l'*État* dispose du *monopole de la violence légale* pour protéger citoyens et résidents et asseoir la *souveraineté populaire* de la *Nation* : la *carence* de l'*État* tient de la *trahison suprême*.

Le *fanatisme islamique*, création du *Marché*, en est tant le plus explosif *exemple* que le plus efficace *cache-sexe*. C'est l'arme la plus spectaculaire du *Marché*, par la complicité demi-séculaire de l'*État*, pour abattre ensemble la *République* et la *Nation*.

C'est l'*État* qui, dès juillet 1972, bâtit un liberticide *délit de racisme* (loi Pleven) sur l'idée *totalitaire* que "*le racisme n'est pas une opinion mais un délit*", lequel institue l'inquisition de toute conscience en toute bonne conscience.

C'est l'*État* qui, dès 1973, laisse croître sans contrôle l'immigration massive de travail, organisée par les grands patrons pour réduire le "coût de la main d'œuvre", horrible qualification *idéologique* du salaire des travailleurs.

C'est l'*État* qui autorise, *a minima*, les populations immigrées à se regrouper par origine commune et annexer culturellement les "cités" par inertie sociale, ce qui interdit à la *Nation* de les assimiler et les retourne incessamment contre elle.

C'est l'*État* qui, dès 1983, après soumission financière au *deutsche mark*, organise le remplacement du *Prolétaire* par l'*Immigré* comme figure du "*Damné de la Terre*" et celui du tout-puissant *Marché* par l'obsolète "*Facho*" comme figure de l'*Oppresseur*.

La France est singulière en ce que la *Nation* s'est fondée sur l'*État*, son héritage *gallo-romain* (-52).

L'*État* a émergé en trois siècles et demi, du *traité de Verdun* (843) à la *bataille de Bouvines* (1214).

On doit aux Anglais d'avoir contraint la Pucelle à accoucher de la *Nation* (1429).

On doit à Descartes, fondateur mondial de la philosophie moderne, d'avoir fait de la France la patrie de la *Raison* (1637).

On doit à Robespierre d'avoir formulé ce qui deviendra la devise de la *République* (1790), connue dans le monde entier, et à Napoléon d'en avoir forgé les institutions, toujours en place malgré tout.

Si la *RPR* devait choisir un candidat à la présidence de la *République française*, alors ce ne pourrait être que le seul capable de rendre l'*État* à la *Nation*, ce serait *Napoléon Robespierre*.

Vive *Napoléon Robespierre* ! Vive la *République* ! Vive la France !

P.S. : "La France renaîtra lorsque tous ses enfants, de toutes les couleurs, chanteront ensemble la *Marseillaise*" (1984, Mohammed Benmarouf)

<https://www.youtube.com/watch?v=L7qIyKjiiAU>